

Demain la nation

JEAN DANIEL

Demain la nation

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-108058-2

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© ÉDITIONS DU SEUIL, MAI 2012

Extrait de la publication

Pour Hubert Védrine

Vous pouvez arracher l'homme du pays, mais vous ne pouvez pas arracher le pays du cœur de l'homme.

John Dos Passos, *Bilan d'une Nation*,
Éditions du Rocher, Monaco, 1998.

Il n'est pas de nation plus ouverte, ni sans doute de plus mystérieuse que la française ; point de nation plus aisée à observer et à croire connaître du premier coup. On s'avise par la suite qu'il n'en est point de plus difficile à prévoir dans ses mouvements, de plus capable de reprises et de mouvements inattendus. Son histoire offre un tableau de situations extrêmes, une chaîne de cimes et d'abîmes plus nombreux et plus rapprochés dans le temps que toute autre histoire n'en montre... La France s'élève, chancelle, tombe, se relève, se restreint, reprend sa grandeur, se déchire, se concentre, montrant tour à tour la fierté, la résignation, l'insouciance, l'ardeur et se distinguant entre les nations par un caractère curieusement personnel.

Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*,
Gallimard, Paris, 1945.

I

Arrêt sur 2011

DU BON USAGE DE L'INDIGNATION

C'est une personne quelconque, mais recrutée d'expériences et d'épreuves, qui écoute le 26 décembre 1991 la déclaration télévisée de Mikhaïl Gorbatchev dans laquelle, scellant la fin du communisme, il annonce la dissolution de l'Union soviétique. Cet anonyme est saisi d'une émotion historique comparable à aucune autre. Mais comment pourrait-il savoir, prévoir ou même imaginer que seulement vingt ans plus tard, le magazine *Time* mettrait sur la couverture de son numéro du 14 décembre 2011, comme « homme de l'année », le visage symbolique du *protester*, évoquant dans un sous-titre les soulèvements dans le monde arabe et les mouvements de protestation en Grèce, à Wall Street, à Moscou et ailleurs ? Qu'est-ce qu'un *protester* ? C'est un homme ou une femme qui ne veut pas se préoccuper du nom que l'on donne à l'idéologie qui l'écrase. Un homme ou une femme qui ne se résigne pas à mettre sur le compte de la fatalité tout ce dont il ou elle souffre et qui l'opprime, et qui s'insurge contre les Pouvoirs. Comment n'avons-nous pas vu venir cet homme ou cette femme ? Comment n'être pas alors désarmé par cette incapacité de prévoir qui paraît soudain armée à notre condition ? Qui aurait pu penser que vingt ans après la disparition de la logique de confrontation bipolaire qui conditionna le XX^e siècle, des attentats islamistes contre des églises au Nigeria endeuilleraient les fêtes de Noël, ravivant l'inquié-

tude planétaire de voir s'imposer un choc des civilisations que nulle explication experte sur les facteurs locaux et objectifs de ce drame, ethniques, politiques et économiques, n'a pu apaiser ? Ou encore que, deux décennies après le triomphe présumé définitif de la démocratie, l'évolution du printemps arabe imposerait une douloureuse circonspection à la mesure de l'enthousiasme initial qu'il avait, quelques mois plus tôt, suscité ? La féconde dialectique entre l'enracinement et l'universalité qui nous a déterminés pendant cinq millénaires est-elle condamnée à être balayée par le tsunami de la globalisation ? Notre devenir historique est-il devenu illisible ? Après le désenchantement du monde, connaissons-nous la désespérance de l'humanité ?

Ce monde instable, effrayant, qui nous échappe, dominé par des révolutions incertaines, mais aussi par des crises financières et des catastrophes naturelles récurrentes, par la prolifération du nucléaire et les progrès pour partie bénéfiques, pour partie dévastateurs d'Internet, du langage numérique et de la transparence, nous nous demandons si nous aurons la force de le dominer, de le maîtriser. Suffit-il de s'insurger pour instaurer un règne de liberté ? De voter pour combattre l'empire invisible de l'argent ? D'élans de compassion et de solidarité pour conjurer la malédiction qui semble frapper une Terre mise à mal ? Peut-on canaliser les forces immenses déchaînées par la Toile ? Faut-il faire son deuil de la grande idée européenne en commençant par renoncer à l'euro ? Comme ces interrogations vont jeter dans les rues tous les indignés du village planétaire, jamais il n'a été aussi important de les aider à choisir leur cause.

Désormais, on peut compter par millions en France et dans le monde les lecteurs de l'opuscule de Stéphane Hessel intitulé, hélas, *Indignez-vous !* C'est un phénomène d'édition époustouflant et qu'il serait absurde de bouder. Mais ce succès me permet de ne pas craindre de nuire à la diffusion de la pensée de l'auteur en faisant quelques réserves dont il a d'ailleurs partagé lui-même l'esprit. Essentiellement, il s'agit du titre. L'incitation à l'indignation ne peut être en elle-même un cri d'alarme poli-

tique et la pratique de l'indignation sans objectif défini ne saurait constituer un comportement responsable. L'indignation, c'est la révolte première mais aussi primitive : selon l'éminent biologiste Henri Atlan, c'est le degré zéro de la pensée. Stéphane Hessel a été le premier à déclarer que ce titre ne venait pas de lui, qu'il lui paraissait impropre et qu'il ne traduisait en rien le message de son cri. Son petit livre se veut en effet un rappel de l'esprit de la Résistance et du programme du Conseil national de la Résistance. Il s'agissait alors non seulement de libérer la France mais aussi de refonder la République et de repenser le monde. Cette heure est revenue. L'objectif n'est donc pas aujourd'hui de « s'indigner », mais de résister. Encore faut-il dire à quoi et comment.

Stéphane Hessel entend opportunément mettre son immense notoriété au service d'un engagement constructif. Cependant, le monde a changé. On a beau se divertir à faire parfois *L'Éloge des frontières*, comme s'y est essayé avec talent Régis Debray, désormais elles sont ailleurs que là où on les attendait. Ce n'est que par abus que l'on en tirera une variante du mythe protectionniste, rebaptisé pour l'occasion « démondialisation », et dans laquelle Régis Debray lui-même, en dépit de sa passion pour l'idée de nation, peinerait à se reconnaître. Le mélange des langues, l'interpénétration des cultures, les menaces écologiques qui pèsent sur la planète entière, la montée des pays émergents, les faillites économiques et l'essoufflement de l'Europe, tout me conduit à trouver trop souvent appauvries, réductrices et sans avenir les joutes et les polémiques qui ressassent le passé et la notion de pouvoir – qu'il se veuille d'en haut ou d'en bas – qui y est attachée. Quant au *Chemin de l'espérance* que Stéphane Hessel tâche d'ouvrir en compagnie d'Edgar Morin, il pourrait bien se révéler, malgré leur bénévole, pavé de désillusions à l'instar du purgatoire.

Ces trois amis-là et moi-même convergeons toutefois, eux dans leurs fidélités, moi dans mes ruptures. Je sors du pessimisme lorsqu'on invite les « indignés » à repenser la façon de réformer

sinon de transformer notre pays en même temps que celui de nos voisins et tous les autres dans notre mouvance. L'idée maîtresse selon laquelle le capitalisme, même baptisé avec prudence « économie de marché », contient en lui-même toutes ses dérives, et en particulier son risque de financiarisation, est une idée forte. On ne sait pas assez que Pierre Mendès France, qui n'était pas précisément un révolutionnaire, était néanmoins pour la nationalisation des banques. La seconde idée forte est exprimée par la volonté de proposer une série de réformes qui visent en gros à remplacer la civilisation du quantitatif par celle du qualitatif. De là tous les vœux des économistes qui désirent en finir, beaucoup mieux qu'en mai 1968, avec la société de consommation, de compétition, et d'humiliation. Il y a donc, en ce moment, une ouverture au débat que je ne trouve en soi ni anachronique ni régressive, sauf quand les réformes proposées consistent à ressusciter des appellations ou des solutions encore trop associées à la barbarie qu'elles ont enfantée. À la condition aussi que l'on se garde d'oublier que les personnes et les mouvements qui ont défendu des principes comme ceux de la social-démocratie et de l'État-providence ont été des pionniers. Ils ne sont dépassés que par des conceptions issues des combats qu'ils avaient eux-mêmes menés. C'est le sort de tous les grands créateurs, et je fais là une citation du mathématicien Henri Poincaré.

J'écris ces lignes à l'orée de l'année 2012, au cours de laquelle de nombreux dirigeants dont Barack Obama et Nicolas Sarkozy, mais aussi Vladimir Poutine, Hugo Chávez, Abdoulaye Wade auront à affronter des élections présidentielles. Ce sera le cas aussi en Serbie, à Taïwan, au Mexique, au Kenya et au Yémen, tandis que la Grèce et la Chine renouvelleront leur Premier ministre. Cette relève adviendra dans la plus grande confusion et le plus grand doute quant à la validité des idéaux démocratiques dont la question de l'efficacité du pouvoir politique sur l'hydre économique n'est qu'un symptôme. Il m'importe ici d'éprouver ce que j'ai pu nommer le « réformisme radical » à l'échelle du monde.

Jamais nous n'abandonnerons la morale, c'est notre obligation, mais le temps est venu désormais, avant tout pour répondre à notre vocation première, d'observer, c'est-à-dire de comprendre et faire comprendre. Il se peut que les extrêmes progressent parce qu'ils incarnent l'immense révolte des sociétés civiles contre l'impunité scandaleuse des grands financiers qui sont largement responsables de la crise de notre système. Cette révolte est juste et doit motiver un combat vigilant et rassembleur. Mais pour le reste, pour toutes les tentations de revenir à la mentalité idéologique, les générations qui nous ont précédés ont déjà donné, et dans ce domaine, le péremptoire n'est pas seulement inadéquat, il est devenu frivole et indécent. Il manque au contraire au monde un mode d'emploi. Pour ce faire, il est indispensable de dresser une généalogie des grands débats de ces vingt dernières années, de la chute du communisme à aujourd'hui, tant l'amnésie menace à ce sujet, et d'en reprendre le fil le plus évident qui n'est autre, on le verra, que la nation. C'est ce à quoi s'essaie ce livre sous la forme d'un journal de bord intellectuel.

ÉLOGE DE L'INCONFORT

Nous autres, hommes d'expression, que nous soyons créateurs ou commentateurs, sommes désormais condamnés à l'humilité. Nous tous, femmes et hommes d'aujourd'hui, devons accepter de vivre désormais dans l'inconfort. Le romancier Stefan Zweig, dans un livre intitulé *Souvenirs d'un Européen*, appelle « confort intellectuel » le sentiment, conscient ou pas, d'une stabilité, d'une relative continuité, d'une assurance que demain sera le prolongement d'aujourd'hui, qu'il n'y aura pas de rupture, de discontinuité trop grave, de dysfonctionnements trop déroutants et qu'en tout cas on peut dans une certaine mesure prévoir, donc prévenir.

De ce point de vue, nous avons perdu le confort intellectuel qui fut le nôtre tout au long du xx^e siècle.

Ce confort intellectuel, nous l'avons perdu avec la fin du communisme. Coup sur coup, nous avons vu tomber le mur de Berlin et se dissoudre l'URSS. 1991 a suivi naturellement – ou presque – 1989. C'était il y a deux décennies. Cette chute, que nul n'a vraiment vu venir, n'a été que le début d'un cycle que nous traversons depuis. Cet inconfort est celui de l'imprévisibilité dans laquelle nous vivons désormais.

On peut dire en effet qu'aucun des événements planétaires importants, qui ont fait irruption depuis lors, n'a été prévu par les experts. Bien plus, ces mêmes experts avaient, la plupart du temps, déclaré que ces événements ne pouvaient pas arriver. Ce fut le cas, je le rappelle, pour la réunification de l'Allemagne ; pour la formation de l'arc chiite après la révolution iranienne ; pour l'appropriation par le monde arabe des intérêts palestiniens ; pour les attentats du 11 septembre ; pour l'essor du néoconservatisme et les guerres « préventives » de l'Amérique ; pour le renversement qui s'ensuivit, conduisant à l'élection de Barack Obama et à sa volonté de réconcilier les États-Unis avec l'Islam. Or cette liste pourrait être poursuivie à l'infini.

Dès lors, si je proposais une prévision de ce qui va se passer au XXI^e siècle, je serais en contradiction avec moi-même puisque encore une fois je professe que toute étude sérieuse doit intégrer l'imprévisible et l'inconfort qui va avec. La seule consolation que nous puissions trouver dans l'imprévisible est qu'il corrige le pessimisme absolu.

Comment, donc, aborder le futur ? Deux décennies se sont écoulées depuis le cataclysme aussi silencieux qu'imprévu qui a vu, en un instant, s'effacer le plus grand empire jamais connu et qui semblait promis à l'hégémonie planétaire. Le monde dans lequel nous vivons en est tout droit sorti. Mais la tentation paraît grande de ranger ces événements au musée de l'Histoire. Or sans la mémoire de ce tournant, qui détermine notre proche passé, c'est non seulement notre avenir, mais notre présent qui devient incompréhensible.

Pour ma part, depuis vingt ans, j'ai multiplié les études et les

conférences afin d'établir que la caractéristique de notre temps était bien constituée par cet inconfort et cette imprévisibilité. Il ne s'agissait pas, à mes yeux, de renoncer à toute analyse mais de convaincre mes auditeurs d'accepter de perdre les illusions dont nous nous étions jusqu'alors bercés pour nous tourner vers la réalité. S'il fallait vivre sans instruments de prévision, on pouvait et on devait se demander, puisque malgré tout nous continuions à vivre, de quoi nous avons besoin. Je n'entendais nullement, alors, les seuls besoins matériels, autre illusion que ces temps troublés voulaient nous imposer sous la forme du « consumérisme ». Je voulais évoquer plus largement les besoins qui affectent l'existence humaine dont le nouvel ordre ou désordre qui s'esquissait sous mes yeux était en train de bouleverser les données.

Pour cela, il me fallait, bien entendu, tenir compte des grands phénomènes qui se mettaient en place. Les troubles que nous observons en cette fin de la première décennie du XXI^e siècle étaient-ils envisageables vingt ans plus tôt, alors que la planète fêtait l'effondrement du totalitarisme communiste ?

Dans quel cadre politique tous ces phénomènes pouvaient-ils être accueillis, qui permettrait à cette humanité en changement de continuer à vivre en communauté ? Il me semblait chaque fois, et il me semble toujours aujourd'hui, que ce cadre était encore celui que définit la nation dont on annonçait pourtant la fin ou l'ensauvagement dans le nationalisme. La nation en sa dimension démocratique, où se rejoignent l'universel et le singulier, me paraissait la seule institution politique raisonnablement viable, celle au moins qu'il fallait envisager et interroger si nous voulions aborder l'avenir non entièrement démunis.

Que l'on m'entende bien. Je pense qu'il n'y a aucune possibilité d'entente entre les populations de la planète si elles ne se convainquent pas qu'elles ont un fond commun. Et ma conviction est que ce fond existe effectivement. Je crois que sur ce fond commun, et par-delà les différences de civilisation et d'histoire, on peut construire ce que j'appellerai le « minimum universel ».

Il suffit d'ailleurs, pour le dégager, de voir ce qui demeure commun aux messages de toutes les grandes religions et de toutes les grandes révolutions. On le retrouvera dans le Code d'Ham-mourabi, les Upanishad ou le Livre des Morts égyptien, les vérités du Décalogue et le Sermon sur la montagne.

Je crois que la dialectique crispée et conflictuelle entre l'errance et l'enracinement, l'universalité et l'identité, la mondialisation et les particularismes, l'individu et la communauté, bref la tradition et la modernité traverse tous les espaces géopolitiques plutôt qu'elle ne les sépare. Il convient d'opposer au *fatalisme* de la civilisation un *volontarisme* de la culture. La dialectique conflictuelle traverse désormais non seulement chaque aire, mais chaque peuple, chaque individu.

Il faut donc parier qu'il est dans la capacité, et même dans la nature de la nation et de la démocratie, de s'intégrer dans un ensemble qui les dépasse sans les dissoudre. Ce qui est déjà le cas, au moins pour le moment, dans les confédérations et dans l'association encore fragile qui constitue l'entité européenne. En fait, rien n'est plus exaltant aujourd'hui que de voir l'Europe en train de se construire même si sont grandes et paraissent terribles les hésitations et les contrariétés. Voire, désormais, les menaces.

La disparition des nations n'a pas encore été portée à l'agenda de l'Histoire. Et je trouve, pour ma part, que c'est un bien. Si je choisis la nation, c'est parce qu'elle est à mi-chemin entre le rêve d'Achille et le rêve d'Ulysse. C'est parce qu'elle seule permet cet exploit qui relève de la gageure et que j'ai appelé « l'enracinement universel ». C'est parce qu'elle mérite une conception renouvelée qui constitue, dans le même temps, notre premier besoin et un horizon politique.

C'est ce à quoi j'entends m'essayer ici. Ce journal de bord intellectuel, qui court sur les vingt dernières années, croise événements et commentaires, faits et lectures, interventions et rencontres tels qu'ils me sont advenus dans le temps, formant peu à peu ma conviction qui, pour autant, ne se veut pas une cer-

titude. On aurait tort d'y chercher un système. Au contraire, c'est en filigrane d'un questionnement sans cesse recommencé, laissant la place au doute, cette grande conquête des dernières années, qu'elle s'est peu à peu imposée. Plutôt que d'offrir une théorie, j'ai donc préféré suivre le cours de l'Histoire telle que je l'ai vue et vécue, avec la part inévitable d'espérances et de désespoirs qui habite chacun de nous face aux ambivalences, aux contradictions, voire aux leures qu'elle nous présente.

Pareil périple n'est pas sans risque. Il ne saurait être non plus sans but. Surtout, ces vingt dernières années, je n'ai cessé de me vouloir l'observateur que j'ai tâché d'être toute ma vie. La meilleure signification du mot « nation » tient d'ailleurs dans son étymologie latine qui renvoie au phénomène de la naissance. Oui, nous naissons de manière en apparence conditionnée, mais il nous revient d'établir tout ce dont nous héritons, à commencer par cette langue, cette culture, cette poésie du monde qui nous sont données et qui se déclinent en particularités, en signes d'universalité. La limitation doit devenir une médiation ; et la frontière, une ouverture. Là commencent l'humanisation du monde, la redécouverte de l'humaine fraternité.

Pourra-t-on déduire de ce journal un traité politique ? Chacun en jugera. Je crois cependant que, s'il est d'un quelconque prix, c'est que cette leçon de la nation comme enracinement dans l'universel débouche naturellement sur l'éthique transcendantale qui l'accompagne et, du même mouvement, s'interdit de recourir au secours de toute transcendance. Toujours l'inconfort, toujours l'imprévisible. Le lecteur pressé de connaître ce que je conçois non pas comme une sagesse mais comme une conduite, le trouvera en fin de volume. Il me semble cependant que, ici comme ailleurs, le voyage importe autant que la destination.

LES VERTIGES DU TOURNANT ARABE

Que le contestataire soit la figure centrale qui unit un monde en mutation à l'ère des multitudes, cela est certain. Il est moins sûr, cependant, que cette forme d'engagement corresponde aux militantismes d'hier. Moi-même, j'ai dit notre dette à l'égard de Mohamed Bouazizi, ce jeune Tunisien, étudiant devenu marchand ambulant, dont l'immolation nous a rappelé celle de Jan Palach, à Prague, avant le printemps 1968. Un tel geste possède une exceptionnelle charge émotionnelle car, contrairement à l'attentat suicide, il n'entraîne le massacre de personne et l'on y meurt sans l'espérance de trouver une récompense au paradis. C'est la détresse à l'état pur. Mais la révolution du Jasmin a aussi réveillé d'autres souvenirs : le rôle décisif du chef d'état-major Rachid Ammar nous a évoqué l'insurrection des officiers portugais rebelles juste avant la révolution des Œillets en 1974. Enfin, la décision de l'Union générale des travailleurs tunisiens d'appeler à une grève générale a renvoyé à Lech Walesa et la révolte polonaise au début des années 1980. Comme si tous ces faits convoquaient une autre mémoire, plus ancienne, celle du monde d'hier, avant la chute du mur de Berlin, tant l'esprit humain incline à la comparaison pour réduire l'inconnu.

C'est la réunion de ces trois caractéristiques qui a fait que la révolution tunisienne n'a ressemblé à aucune autre, et qui lui a donné une singularité irréductible en posant enfin dans la pratique, de façon inattendue, une question théorique attendue : comment rendre l'islam compatible avec la démocratie ? Le leader Rached Ghannouchi, revenant de son exil londonien, a été triomphalement accueilli à Tunis et les contre-manifestations préparées par les femmes n'ont pas eu le succès espéré. Son parti, l'Ennahda, bien structuré parce qu'il a une longue histoire et parce qu'il a une idéologie religieuse unitaire, a gagné les élections de manière nette sans que l'on assiste toutefois à une déferlante intégriste. La Tunisie, cependant, a changé. Rien

n'indique que les femmes tunisiennes accepteront d'être déposées de leur statut. Rien n'indique non plus que les nouveaux islamistes ne trouveront pas des formules pour rendre ce statut compatible avec la loi coranique. Il est d'ailleurs important de noter que Ghannouchi a cru devoir déclarer pour la première fois qu'il n'était opposé ni à l'égalité des sexes, ni à la liberté de culte. Il déclare ne faire confiance qu'à la démocratie car c'est elle qui lui a permis de revenir. Si bien qu'avec la concurrence des partis et la compétition des idées, la force reconstituée de la centrale syndicale et la garantie de l'armée, je fais le pari, peut-être risqué, qu'il n'y aura pas de retour massif ni dangereux d'un islamisme à l'ancienne en Tunisie.

Il n'en va pas de même en Égypte, où les événements sont plus explosifs. De surcroît, ce pays éminemment symbolique est terriblement important pour l'ensemble du Proche-Orient. Quatre-vingts millions d'habitants s'entassent dans un territoire plutôt étroit puisqu'il n'est habitable que dans le delta du Nil et le long des rives de ce fleuve. Le tourisme y fait vivre relativement bien au moins cinq millions de ces habitants. Les fonctionnaires n'y sont pas plus corrompus que dans bien d'autres pays mais ils le sont en effet, ce que les jeunes supportent de moins en moins parce qu'ils sont toujours plus nombreux et parce qu'ils sont toujours plus pauvres. Le pays n'était pas gouverné par un monstre. Il n'y avait pas, comme en Tunisie, une famille dirigeante de voyous et de voleurs de grand chemin. Sur Moubarak, mon ami Jean Lacouture me demande de ne pas oublier qu'il normalisa les accords qu'Anouar el-Sadate avait signés avec Israël et qu'il joua un rôle essentiel dans la recherche de liens entre les forces de paix palestiniennes et israéliennes. Mais comme bien d'autres, il s'accrocha trop longtemps au pouvoir, il se fit plébisciter par des élections trop insolemment truquées et il prétendit désigner son fils comme son successeur.

La différence de l'Égypte est autre et double. Elle tient pour une part à la place éminente qu'y occupent les Frères musulmans. Depuis l'arrivée au pouvoir de Nasser, l'armée et les mili-

tants de l'arabisme les ont persécutés mais sans jamais réussir à les écraser. Et cela parce qu'ils représentent une tradition respectée, servie par de fortes personnalités, et que les élites égyptiennes se sentent coupables d'avoir permis à leur gouvernement de faire la paix avec le voisin sioniste. Elle tient d'autre part à l'importante minorité, la première du monde arabe et proche-oriental, que forment les coptes, et la stabilisation ou l'aggravation de leur statut constituera un critère ultime pour la révolution du Narguilé. Reste que la jeunesse égyptienne d'aujourd'hui n'est plus aussi disponible pour la religion musulmane lorsque celle-ci fonctionne comme une idéologie autoritaire et obscurantiste. Tariq Ramadan, bien placé pour le savoir, peut nous faire observer que les Frères musulmans montrent qu'ils peuvent s'adapter jusqu'à donner l'illusion du progressisme. D'où l'émotion, l'embaras, et souvent, la peur de l'opinion mondiale.

Bien que les situations soient partout différentes, on aura vu des mouvements populaires ébranler ailleurs les régimes en place, en Libye et en Syrie bien sûr, au Yémen, à Bahreïn. À chaque fois, on ne peut éviter ce problème obsessionnel du péril islamiste. Sans doute, pour tempérer les musulmans qui veulent séparer la foi et le pouvoir, et les musulmans qui veulent les confondre, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est-il rendu à Tunis et au Caire. Il n'a pas ménagé non plus ses efforts du côté de Damas. Avec un art consommé de la dialectique, brandissant l'exemple de sa puissante nation, il a défendu auprès des uns et des autres un nouveau choix pour l'islam et même pour l'islamisme : ou bien l'on cherche l'idéal du côté d'Istanbul et de Jakarta, ou bien l'on se fourvoie avec les taliban et les héritiers d'Oussama Ben Laden. Erdogan apporte ainsi une aide précieuse et peut-être réformatrice aux islamistes qui viennent de gagner les élections, aux membres de l'Ennahda en Tunisie qui affichent une modération encore indécise, aux Frères musulmans en Égypte qui sont concurrencés par les salafistes. C'est cette forme de lutte que les peuples du printemps arabe tentent, dans les plus grandes difficultés, de livrer. Maintenant

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : CPI, FIRMIN-DIDOT À MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : MAI 2012. N° 107672 (00000)
Imprimé en France